



Le candidat de la gauche pour succéder à Antonio Hodgers a donné une conférence de presse mercredi. Le prétendant Vert est entouré, à gauche, de Thomas Wenger, président du Parti socialiste genevois, et de Maryam Yunus Ebener, la présidente des Verts genevois. Pierre Albouy

# Nicolas Walder: «Il faut légèrement ralentir la croissance»

**Élection au Conseil d'État** Le candidat Vert a présenté à la presse ses principaux axes de campagne. Il plaide pour une cohérence entre création d'emplois et de logements.

**Rachad Armanios**

C'est entouré de la présidente des Verts et de son homologue socialiste que Nicolas Walder a expliqué mercredi à la presse «le fil rouge» de sa candidature pour succéder à son camarade de parti Antonio Hodgers au Conseil d'État: «J'entends remettre de la cohérence dans les politiques. Les inégalités territoriales, le manque de réflexion globale amènent Genève dans une impasse», a déclaré l'écologiste, porté par l'alliance rose-verte.

Ainsi, «la croissance des emplois doit être corrélée à la qualité de vie qu'on souhaite», assène celui qui, avant de siéger à Berne comme conseiller national, a dirigé neuf ans Carouge en se chargeant notamment de l'urbanisme.

«On ne peut pas promouvoir l'arrivée de multinationales et, en même temps, demander une pause dans le développement de logements pour ne pas toucher à la zone villas, comme le font d'autres candidats, poursuit le Vert. Si on ne veut plus de migration, alors il ne faut pas créer d'emplois.»

Lui-même promet de construire plus de logements, mais davantage accessibles et abordables, et davantage en mains publiques, tout en veillant à ce qu'ils puissent être transformés pour s'adapter aux personnes âgées et à mobilité réduite.

**Manque d'infrastructures**

«Je n'ai pas de dogme, ajoute-t-il. S'il faut diminuer la densité pour améliorer la qualité de vie, on réduira la densité.» En toute cohérence, lui fait-on remarquer,

il faudrait donc ralentir d'autant la croissance économique. Quitte à perdre la richesse qui finance l'État social fort qu'il défend?

«Je suis pour une réduction légère de la croissance économique en augmentant un peu la fiscalité, répond-il. Cette croissance apporte des revenus, mais elle représente aussi d'immenses coûts pour construire les infrastructures nécessaires pour accueillir tous ces emplois.» Des infrastructures qui, d'ailleurs, ne suivent pas, remarque-t-il.

Le candidat insiste toutefois sur son sens de la collégialité, qu'il saura respecter dans un gouvernement à majorité de droite. «Une bétonnisation du territoire devra être assumée de façon collégiale.» Il ajoute que si Genève décide de ralentir la construction de logements, mais pas son développement économique, alors «il faudra négocier la construction de logements en France voisine et y développer les transports publics pour amener les travailleurs frontaliers».

Il remarque que ces dernières années, 90'000 emplois ont été créés à Genève, contre seulement 30'000 logements. «Si la situation est tenable, c'est grâce à la France voisine.»

**Exclusion contre-productive**

D'où son incompréhension face à la décision unilatérale d'exclure les élèves frontaliers des écoles genevoises. «Cavalière sur la forme», elle est «contre-productive sur le fond»: «Cela augmentera la pression sur le logement à Genève, car pouvoir scolariser leurs enfants en Suisse est déterminant pour ces parents.»

Le Vert critique-t-il son camarade qui préside le Grand Genève? «Peut-être qu'Antonio

**«On ne peut pas promouvoir l'arrivée de multinationales et, en même temps, demander une pause dans le développement de logements pour ne pas toucher à la zone villas.»**

**Nicolas Walder**  
Candidat Vert à l'élection partielle au Conseil d'État

Hodgers a été mis en minorité au sein du Conseil d'État», intervient Maryam Yunus Ebener, présidente des Verts genevois.

Poursuivant sur l'aménagement, Nicolas Walder souhaite que des communes comme Coligny, Hermance, Vandœuvres ou Veyrier densifient davantage afin que les conséquences de la croissance soient mieux réparties sur le territoire. Il projette aussi de simplifier les procédures pour accélérer les projets, tout en consultant plus en amont les communes afin d'éviter les blocages.

Le candidat entend en outre confier à ces dernières la compétence de délivrer les autorisations lorsque l'impact est uniquement local: «L'État n'a pas besoin d'avoir son mot à dire pour dessiner un passage piétons

dans une rue de quartier. Ni pour abattre un sapin, qui n'est pas un arbre majeur.»

**Ouvert au monde**

Nicolas Walder plaide ensuite pour un «territoire des courtes distances», afin que chacun puisse trouver à pied ou à un arrêt de bus ce dont il a besoin – crèche, culture, sport, lieux de soins...

L'homme en campagne défend aussi un «droit à l'ombre», insistant sur les longs cheminements sous le soleil qui affectent particulièrement les aînés. L'adaptation au réchauffement climatique concerne également les exploitations agricoles, un changement qu'il promet de soutenir.

Rappelant son parcours – CICR, président de Genève-roule, qui insère des requérants d'asile, son engagement à Berne pour la Genève internationale, le multilatéralisme et la stabilisation des accords bilatéraux avec l'Europe –, Nicolas Walder tient à se «démarrer du courant isolationniste et obscurantiste porté par l'UDC». Il dénonce aussi toutes les discriminations: racisme, antisémitisme, homophobie, transphobie...

Pour Maryam Yunus Ebener, «l'enjeu est de taille, celui de défendre le seul siège Vert au Conseil d'État. Comme troisième force politique du Canton, nous avons la légitimité de l'avoir.» Président du PS, Thomas Wenger juge crucial de maintenir l'équilibre actuel de trois élus de gauche et de quatre de droite. Car si la droite domine largement le Grand Conseil, la gauche a gagné dix référendums sur onze depuis le début de la législature, conclut-il.